

Termes de Référence

Recrutement d'un expert senior en gouvernance démocratique en soutien au projet-PBF, PNUD-OIM-UNESCO « Appuyer les initiatives nationales en matière de renforcement de l'autorité de l'État afin d'améliorer les relations Etat-Citoyen et encourager le développement d'une paix durable en Haïti »

Titre du poste :	Expert senior en gouvernance démocratique
Type de contrat :	Consultance nationale/Individual Contractor
Lieu de travail :	Port au Prince - Haïti
Langues requises :	Français
Durée	6 mois (Renouvelable selon la disponibilité des fonds)

Contexte

Depuis 2018, Haïti fait face à une crise aigüe qui se manifeste à la fois par une profonde instabilité socio-politique et une dégradation extrême de son contexte sécuritaire. Ces fragilités, aux effets profondément néfastes sur la capacité des Haïtiennes et Haïtiens à jouir convenablement de leurs droits et libertés, restent l'un des défis majeurs pour la confiance entre l'État et ses citoyens qui est la base de la stabilité et de la paix durables. Au cœur de ce constat, se trouve la faible capacité des institutions publiques aussi bien au niveau national que local à assurer les services publics essentiels à la population. Cela est devenu une préoccupation majeure qui affecte sérieusement les dividendes partagés de la paix pour chaque frange de la population. L'effondrement des fonctions de l'État et l'absence d'État de droit fragmentent également le tissu social. La garantie d'une paix durable en Haïti étant ainsi menacée par diverses fragilités qui, en retour, favorisent d'autres facteurs d'instabilité, le renforcement de la capacité de ces institutions semble dès lors indispensable pour raffermir cette confiance qui se dégrade entre l'État et ses citoyens. En effet, l'affaiblissement de l'efficacité de l'action publique, notamment dans le domaine de la gouvernance locale, la sécurité, la justice et l'éducation, a laissé un vide institutionnel dans plusieurs localités du pays.

En contribution aux efforts pour résoudre ce problème, PNUD-UNESCO-OIM mettent conjointement en œuvre le projet "Soutenir et appuyer la relation État-Citoyen pour l'amélioration des efforts de l'extension de l'autorité de l'État et la paix durable en Haïti", financé par le Fonds des Nations unies pour la Consolidation de la Paix (PBF). Ce projet vise à créer les conditions favorables au renforcement de la confiance entre l'État et les citoyens à travers le retour des services sociaux de base fournis par les institutions étatiques au profit des communautés et de la cohésion sociale, l'amélioration de la sécurité et le rétablissement de la paix dans les zones affectées par la violence, et la contribution à l'amélioration de la gouvernance locale. En tant qu'agence lead du projet, le PNUD joue un rôle clé dans les pays ou situations lorsque des zones sont libérées et éventuellement maintenues sous contrôle militaire en vue de soutenir et d'appuyer les efforts d'UNCT et des partenaires vers la nécessité de créer un climat de confiance et d'appuyer un processus de paix en cours.

En Haïti, le PNUD continue de soutenir les efforts conjoints d'UNCT (MINUSTAH, MINUJUSTH, BINUH, etc.) aux côtés des efforts concertés de la partie nationale vers une sortie de crise durable. C'est dans ce cadre que le PNUD recrute un consultant/conseiller senior en gouvernance pour apporter un appui technique, substantielle et stratégique à la mise en œuvre du projet.

Rôles et responsabilités

Sous l'autorité directe du Chef de projet et en étroite collaboration avec la cheffe de l'Unité Gouvernance ainsi que l'équipe des points focaux projet d'OIM-UNESCO, l'expert senior en gouvernance démocratique aura pour mission de :

Appui à l'orientation stratégique et technique :

- Fournir des conseils et un soutien technique sur la mise en œuvre des interventions du projet ;
- Contribuer à l'élaboration des documents substantiels (TDRs, notes conceptuelles, documents d'orientations, etc.) pour la mise en œuvre des interventions du projet ;

- Soutenir l'organisation et le suivi de la conférence sur les solutions durables pour la stabilisation Haïti, avec le gouvernement et en partenariat avec la Taskforce-DDR-CVR, les partenaires y compris l'appui des SNUd d'autres régions.
- Appuyer le développement d'un espace de discussion et d'échanges entre les acteurs étatiques et non-étatiques dans chaque communauté cible.
- Fournir un appui technique aux mécanismes locaux de règlements et prévention de conflits existant dans les zones cibles.
- Contribuer substantiellement [préparation et présentation des communications, animation-facilitation des sessions, etc.] aux discussions lors des ateliers, des rencontres et réunions organisées par le projet.
- Fournir un appui stratégique à la mise en œuvre des interventions entreprises par les institutions étatiques et internationales partenaires du projet
- Assurer la liaison avec le comité de direction stratégique du projet/l'assurance du projet pour assurer l'orientation générale et l'intégrité du projet et appuyer l'organisation des réunions de l'assurance du projet et du comité de technique du projet.

Appui à l'établissement et à la coordination de partenariats stratégiques :

- Appuyer la coordination de la mise en œuvre des activités du projet, des partenaires et des consultants en veillant à ce que les étapes du projet soient franchies conformément au plan de travail et à la qualité attendue.
- Accompagner le processus de mapping et de la mise-à-jour régulière, de mise en place et de coordination des partenariats stratégiques ainsi que la communauté de pratiques du projet.
- Maintenir le dialogue et aider les partenaires nationaux, régionaux et internationaux ainsi que les parties prenantes nationales à défendre, à promouvoir et à faire progresser les questions, les priorités, les intérêts et les compétences organisationnels pour la réussite de l'exécution des interventions du projet ;
- Coordonner et collaborer avec les clients, les partenaires et les intervenants afin de relier et d'harmoniser les approches et de promouvoir les intérêts communs et l'atteinte des résultats.
- Assurer la mise à disposition d'une expertise pour aider les acteurs de la société civile et les institutions nationales et régionales dans la mise en œuvre et l'exécution du projet.
- Assurer le fonctionnement et la durabilité des activités du projet, des capacités et des institutions soutenues.

Structure hiérarchique

L'Expert.e en gouvernance soutiendra l'Unité de coordination du projet à travers la mise en œuvre du projet : « Soutenir et appuyer la relation État-Citoyen pour l'amélioration des efforts de l'extension de l'autorité de l'État et la paix durable en Haïti », les partenaires locaux et les communautés. Il.elle sera placé.e sous la supervision directe du Chef de projet. L'Expert.e en gouvernance travaillera en étroite collaboration avec la Cheffe d'Unité de Gouvernance, ainsi que l'Officier de Suivi & d'Évaluation pour la mise en œuvre des activités du projet.

Compétences :

Compétences générales :

- Respect des valeurs fondamentales des Nations-Unies : intégrité, neutralité, professionnalisme et respect de la diversité ;
- Engagement solide à l'égard du PNUD ;

- Aptitude à interagir, à établir et à maintenir de façon effective, aussi bien avec les collègues qu’avec les clients, de bonnes relations de travail dans le respect de la diversité culturelle, de genre, de religion, de nationalité et de différence d’âge ;
- Sensibilité aux questions culturelles et d’égalité entre les sexes ;
- Excellentes capacités interpersonnelles ;
- Dynamisme, rigueur, discipline et sens de la diplomatie ;
- Aptitude à travailler sous pression dans un environnement complexe et évolutif ;
- Flexibilité et attitude positive face au changement ;
- Motivation et capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre.

Compétences fonctionnelles

- Avoir une expertise avancée dans le domaine de la gouvernance démocratique [politique, électorale, participation aux affaires publiques et engagement citoyen, etc...] en Haïti.
- Avoir une solide connaissance de l’environnement institutionnel et normatif de la gouvernance politique et administrative en Haïti.
- Avoir une expérience de travail avérée avec les organisations internationales [une solide expérience et une familiarité avec les Nations unies en Haïti est un atout...].
- Avoir une bonne capacité à travailler en équipe.
- Une excellente maîtrise du français.

Qualifications et expériences requises

Formation :

- Diplôme universitaire master ou son équivalent en droit, politiques, et/ou disciplines similaires

Expérience Professionnelle :

- Au moins 10 années d’expérience professionnelle acquise dans les domaines ciblés par la consultance [Gouvernance démocratique, processus électoraux, gouvernance locale, droits de l’homme, participation aux affaires publiques et engagement citoyen] en Haïti.
- Au moins trois années d’expérience professionnelle avec les institutions administratives nationales et ou locales y compris sur les questions électorales ...
- Une expérience avérée avec les institutions publiques en charge des questions de l’application de la loi et d’accès à la justice
- Une expérience professionnelle de dix ans au moins dans le domaine de gestion et de résolution des conflits d’une manière générale, y compris la résolution des conflits/violences liés aux élections.
- Connaissance des problématiques de gouvernance locale, mobilisation communautaire et participation des jeunes ;
- Expérience antérieure dans le domaine de l’égalité des sexes et/ou de l’autonomisation des femmes serait un atout ;
- Avoir une expérience dans les questions liées au dialogue et à la violence communautaire.

Langues :

- Une excellente maîtrise du français.

N.B. : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les documents suivants sont exigés des candidat.e.s :

- a) **CV or P11**, indiquant tous les postes occupés précédemment et leurs principales fonctions sous-jacentes, leur durée (mois/année), les qualifications, ainsi que les coordonnées (courriel et numéro de téléphone) du candidat, et au moins trois (3) références professionnelles les plus récentes de ses anciens superviseurs. Les références peuvent également être des pairs
- b) Une lettre de motivation (longueur maximale : 1 page) indiquant pourquoi le candidat considère qu'il est apte à occuper le poste.
- c) Les gestionnaires peuvent demander (de manière ad hoc) tout autre document permettant d'évaluer au préalable la pertinence de l'expérience du candidat, tel que des rapports, des présentations, des publications, des campagnes ou d'autres documents.

FORMULAIRE D'ÉVALUATION

Les propositions techniques et financières des candidats seront évaluées en utilisant la matrice suivante :

CRITÈRE D'ÉVALUATION

Titre de la consultation : **Expert senior en migration et sécurité frontalière**

Étapes	PROPOSITION TECHNIQUE	Point Maximal	Pourcentage (%)
1. Examen préliminaire	Vérification des documents requis : a) Proposition financière signée, b) Vérification de la liste des consultants non admissibles, c) Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité signée, d) CV à jour, Formulaire P11 et Notice Personnelle, e) Proposition technique : brève description des raisons pour lesquelles le candidat estime qu'il est apte à fournir la consultation, la méthodologie à utiliser, la description des outils et le calendrier des activités, incluant résultats respectifs.		70%
2. Évaluation Technique	A. EDUCATION	15	
	- Diplôme universitaire master ou son équivalent en droit, politiques, et/ou disciplines similaires ; - Maitrise (10 pts) - Licence (5 pts)		
	B. EXPERIENCE GENERALE	25	
	- Au moins 10 années d'expérience professionnelle acquise dans les domaines ciblés par la consultance [Gouvernance démocratique, processus électoraux, gouvernance locale, droits de l'homme, participation aux affaires publiques et engagement citoyen] en Haiti. - Au moins trois années d'expérience professionnelle avec les institutions administratives nationales et ou locales y compris sur les questions électorales ... - Une expérience avérée avec les institutions publiques en charge des questions de l'application de la loi et d'accès à la justice - Une expérience professionnelle de dix ans au moins dans le domaine de gestion et de résolution des conflits d'une manière générale, y compris la résolution des conflits/violences liés aux élections.		
	C. EXPERIENCES SPECIFIQUES	10	

	• Connaissance des problématiques de gouvernance locale, mobilisation communautaire et participation des jeunes ; (• Expérience antérieure dans le domaine de l'égalité des sexes et/ou de l'autonomisation des femmes serait un atout ; • Avoir une expérience dans les questions liées au dialogue et à la violence communautaire. Pas d'expérience spécifique...(0 points)			
	D. Compétences linguistique	5		
	Avoir une parfaite maîtrise, orale ou écrite du français. La connaissance du créole haïtien est un atout. Excellent ... (3) pts Très bien ... (2) pts			
	E. COMPREHENSION DE LA MISSION & COMPETENECES	15		
	Comprend la tâche et propose une méthodologie appropriée pour la tâche et cohérence du chronogramme par rapport aux tâches définies dans les TDRs ... (10 points) Aspects importants de la tâche abordée de façon claire et avec suffisamment de détails ... (5 points)			
	POINT MAXIMAL DE L'EVALUATION TECHNIQUE (100*70%)	70		
3. Évaluation Financière	PROPOSITION FINANCIERE	30		30%
	CRITERE D'EVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIERE			
	Le nombre de points maximal sera attribué à la proposition financière la plus basse. Toutes les autres propositions recevront des points en proportion selon la formule suivante : $P = y (\mu/z)$ Où : p = Notation de la proposition financière évaluée y = nombre maximal de points attribué à l'offre financière μ = montant de la proposition la plus basse z = montant de la proposition évaluée			